

Asie du Sud

Une aide flexible pour faire face à des difficultés diverses



Chaque pays d'Asie du Sud connaît une situation très différente. Ainsi, alors que l'Inde est devenue la troisième économie asiatique, nombre de pays de la région font face à la nécessité croissante d'établir les bases de leur croissance économique et de mettre fin à un conflit pour aboutir à une paix durable et commencer la reconstruction. La lutte contre le changement climatique et la prévention des catastrophes sont également des défis majeurs que doit relever la région en proie à une forte pauvreté.

La JICA a donc recours à différents mécanismes pour apporter une aide durable et flexible adaptée à chacun de ces pays. Afin de mettre en place dans la région une croissance économique durable, la JICA participe au développement des infrastructures sociales et industrielles dans des domaines tels que l'électricité, le transport, l'eau salubre et les égouts. La JICA contribue également au développement des industries auxiliaires et à la promotion de l'interaction humaine.

Principales stratégies d'aide

Aide à l'instauration d'une croissance durable, mesures environnementales et d'adaptation au changement climatique, aide à l'instauration de la paix et à la reconstruction, dynamisation de l'économie du secteur privé

L'Asie du Sud comprend l'Inde, le Sri Lanka, les Maldives, le Pakistan, le Bangladesh, le Népal, le Bhoutan et l'Afghanistan. Un tiers de la population de cette région qui compte 1,5 milliard d'habitants est considéré comme pauvre. La lutte contre la pauvreté est donc une tâche qui concerne tous les pays de la région.

Bon nombre d'entre eux doivent également progresser en matière de services sociaux, notamment améliorer l'accès à l'enseignement primaire et aux soins médicaux. Il y devient également urgent de développer les industries agricoles clés et de fournir des services sociaux et des infrastructures élémentaires. De plus, les pays et les régions en proie à l'instabilité politique et sociale doivent améliorer leur gouvernance et renforcer leurs capacités administratives.

La JICA a défini quatre domaines prioritaires pour lutter contre la pauvreté dans la région.

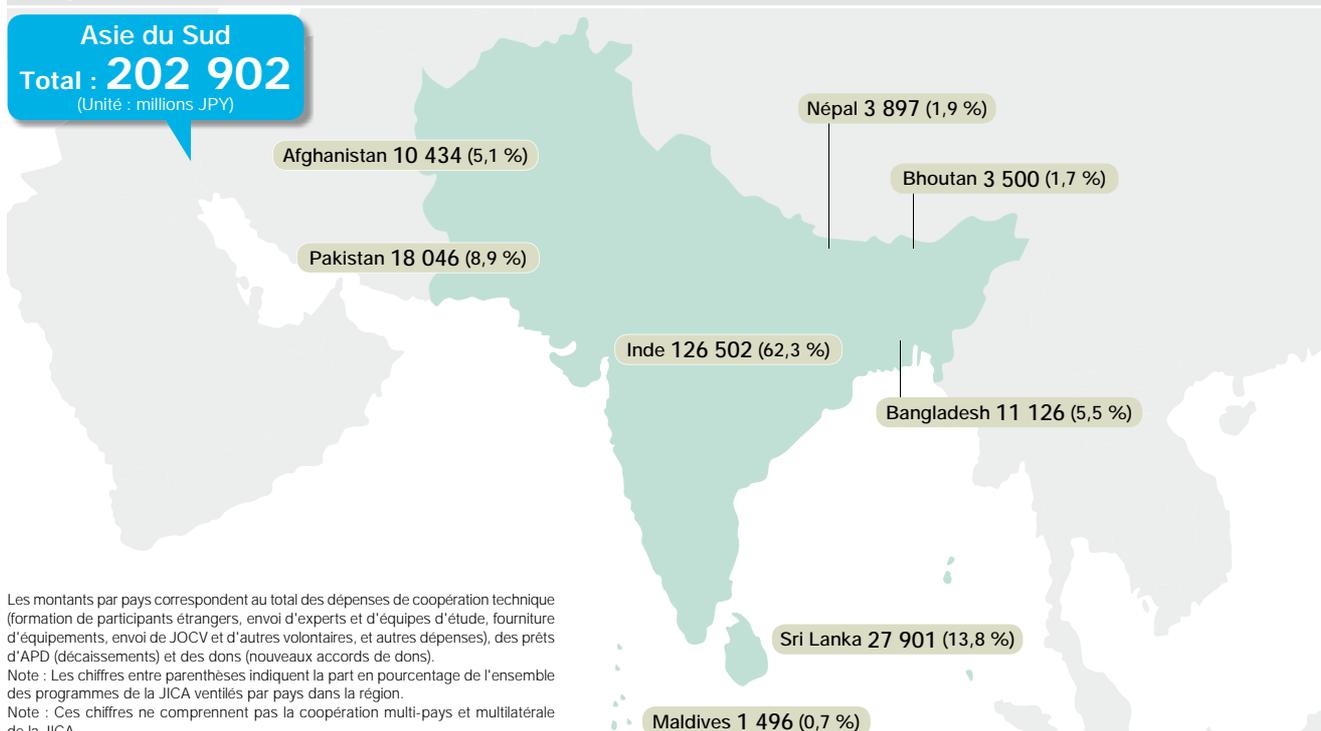
Questions et actions prioritaires

Aide à l'instauration d'une croissance durable

La JICA contribue au développement des infrastructures qui constituent le socle de la croissance économique notamment celles de transport, d'électricité, d'eau potable, d'égouts et de transport urbain. Elle lutte aussi énergiquement contre la pauvreté par son action en faveur de la santé, de l'enseignement, de l'agriculture et des zones rurales ainsi que par la promotion d'une aide visant la mise en place d'un développement économique inclusif.

Ces dernières années, le Bangladesh a maintenu sa croissance annuelle à environ 6 % et a commencé à se faire remarquer en tant que centre industriel et marché potentiel. Cependant, en parallèle,

Programmes de la JICA en Asie du Sud (Exercice 2010)





un habitant du pays sur trois souffre de la pauvreté. Le pays accuse en effet un manque patent d'infrastructures sociales et économiques. Par conséquent, la JICA a pris différentes mesures d'aide afin d'y promouvoir la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. [→ voir l'étude de cas, page 51]. Au début de l'exercice 2011, la JICA a décidé d'accorder des prêts d'APD au Bangladesh pour le projet de pont polyvalent de Padma, qui devrait aboutir à la construction d'un des plus grands ponts du monde. Ce pont devrait réduire de manière importante le temps de trajet entre le sud-ouest du Bangladesh, où le taux de pauvreté est élevé, la capitale Dacca et les régions orientales du pays. Cette initiative contribue largement à dynamiser l'économie du pays dans son ensemble. De plus, la JICA a décidé d'accorder des prêts d'APD pour soutenir les petites et moyennes entreprises, qui constituent le pilier de l'industrie manufacturière du pays. D'autres prêts d'APD serviront à financer le développement du système d'approvisionnement en eau à Khulna, la troisième ville du Bangladesh par la taille.

Au Sri Lanka, après 25 ans de conflit, la guerre civile entre le gouvernement et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul a cessé en mai 2009. Depuis la fin des affrontements, l'ordre public s'est rapidement instauré et un environnement favorable au développement pacifique durable est en train de voir le jour. D'ailleurs, le PIB réel du Sri Lanka pour les trois premiers trimestres de 2010 avait augmenté de 7,8 % en glissement annuel. Pour 2011, le pays s'est fixé comme objectif d'atteindre une croissance du PIB réel de 8,5 %. Le Sri Lanka semble donc être engagé sur la voie de la reprise complète. Cependant, de nombreux problèmes doivent être résolus, notamment la pénurie d'infrastructures, les disparités entre les régions et la détérioration de la situation financière. Pour y faire face, la JICA a accordé depuis 2009 des prêts d'APD pour le projet de développement des transports urbains du grand Colombo, un projet de construction d'autoroutes pour connecter les principales routes nationales et les autoroutes du sud dans la banlieue sud de Colombo. Ce projet doit atténuer les encombrements dans la capitale et améliorer la liaison avec les zones rurales mais aussi servir à la promotion du développement logistique.

Au Pakistan, pour faciliter le rétablissement et la reconstruction après les dégâts causés par les immenses inondations de juillet 2010, la JICA a signé deux accords de prêts d'APD début 2011 : l'un pour un projet de réfection des routes rurales dans une région particulièrement atteinte ; l'autre, le prêt d'aide aux importations d'urgence, pour permettre l'importation des biens nécessaires au rétablissement et à la reconstruction [→ voir l'étude de cas, page 50].

Mesures environnementales et d'atténuation du changement climatique

Nombre de pays d'Asie du Sud sont profondément influencés par le changement climatique et ont besoin de mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que les effets de l'évolution du climat. Par ailleurs, il est nécessaire pour la région, en proie à de nombreuses catastrophes naturelles, d'obtenir de l'aide pour les secours en cas de catastrophe, pour le rétablissement et la reconstruction mais aussi pour la prévention des catastrophes et l'éducation en la matière.

Depuis les réformes économiques lancées en 1991, l'Inde connaît un taux de croissance annuel compris entre 4 % et 9 %. En parallèle, elle se trouve confrontée à une difficulté de taille qui est de maintenir sa croissance tout en réduisant son impact sur l'environnement. C'est pourquoi la JICA l'aide par le biais de trois prêts d'APD à des projets favorables à un modèle de développement respectueux de l'environnement et de la biodiversité du pays : le projet de promotion de la diversification des cultures dans l'Himachal Pradesh, le projet de verdissement et de conservation de la biodiversité de Tamil Nadu et le projet d'élaboration du plan d'action de Yamuna (III).

Au Bangladesh, la JICA met en place une coopération technique pour améliorer l'analyse météorologique et la capacité de prévision pour permettre la bonne utilisation du matériel associé au radar météorologique déjà installé grâce à un don. De plus, afin de faire face à de potentiels séismes de grande ampleur, la JICA travaille avec le Bangladesh pour améliorer la gestion du bâtiment et promouvoir la construction et le perfectionnement des édifices antisismiques.

Au Sri Lanka, outre la coopération technique visant à renforcer les capacités de lutte contre les catastrophes naturelles dans le cadre du changement climatique, la JICA met en place une coopération technique pour le renouvellement de la politique, de la stratégie et des programmes d'action du mécanisme de développement propre (MDP) du pays.

En plus des dégâts causés par les inondations de 2010, le Pakistan souffre des conséquences d'un violent séisme qui a fait près de 75 000 morts dans le nord du pays en 2005. Ces tragédies ont fait de la préparation aux catastrophes naturelles une priorité pour le Pakistan au même titre que le rétablissement et la reconstruction. En mars 2010, le projet d'élaboration du plan national de gestion des catastrophes a été lancé avec l'aide de la JICA. Ce projet vise à renforcer les structures nationales de préparation aux catastrophes naturelles en s'appuyant sur les initiatives de prévention des catastrophes et d'atténuation du changement climatique du gouvernement pakistanais et sur une réponse intersectorielle en cas de catastrophe.

Aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction

Dans des pays comme l'Afghanistan, qui restent très instables sur les plans politique et social, et le Sri Lanka, où la paix n'a pas encore été pleinement établie, il est essentiel de promouvoir la consolidation de la paix.

En Afghanistan, la JICA mène des projets qui contribuent à la croissance économique, notamment à la création d'emplois et à la stabilité de la vie de la population. En parallèle, elle met en place les mesures de sécurité du plus haut niveau possible compte tenu de la situation sécuritaire instable. Concrètement, tout en établissant des domaines prioritaires pour la modernisation des infrastructures pour le développement de Kaboul et celui des zones agricoles et rurales, la JICA travaille à l'amélioration des services administratifs et contribue à l'établissement de systèmes connexes. De plus, la JICA élabore un plan visant à envoyer 500 stagiaires au Japon sur cinq ans.

Au Sri Lanka, la guerre civile a détruit la plupart des infrastructures économiques dans le nord du pays, une zone qui a été ravagée par le conflit jusqu'à la fin de ce dernier. Par ailleurs, les populations déplacées pendant le conflit attendent toujours de rentrer chez elles et leurs moyens d'existence doivent être rétablis. Afin d'améliorer les conditions d'existence des populations déplacées et de dynamiser l'activité économique en garantissant un approvisionnement en électricité stable dans le nord du pays, la JICA a accordé un prêt d'APD pour réparer les lignes électriques entre Vavuniya et Kilinochchil ainsi que pour la reconstruction des transformateurs électriques. En outre, la JICA contribue à la reconstruction par des initiatives comme le projet d'élaboration d'un plan pour promouvoir la reconstruction et le développement dans le district de Jaffna, dans le nord du Sri Lanka, et le projet d'élaboration d'un plan pour la réhabilitation urgente des communautés réinstallées dans le district de Mannar, dans l'est du pays.

Dynamiser le secteur privé

L'Asie du Sud, qui comprend des pays comme l'Inde et le Bangladesh, et qui connaît toujours une croissance économique remarquable, est en train de s'imposer comme une région attrayante pour les entreprises japonaises.

Conformément à la Nouvelle Stratégie de croissance du gouvernement japonais, la JICA travaille en collaboration avec le secteur privé pour établir des projets d'infrastructure en PPP et des projets liés aux activités BoP. En parallèle, la JICA contribue activement à la promotion des échanges humains et des partenariats techniques ainsi qu'à l'amélioration du climat d'investissement [→ voir l'étude de cas, page 22].

Étude de cas **Pakistan Prêts d'aide aux importations d'urgence / projet urgent de réfection de la route dans la région rurale de Khyber Pakhtunkhwa**

Contribution à la reconstruction rapide après les pires inondations de l'histoire du Pakistan

Des précipitations extraordinaires se sont abattues sans discontinuer sur le Pakistan entre juillet et septembre 2010 provoquant les pires dégâts liés à des inondations depuis la création du Pakistan et laissant 20 % du pays submergé.

Au lendemain de la catastrophe, la JICA, qui est un des principaux donateurs d'aide bilatérale, a participé à une évaluation des dommages et des besoins conduite par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Cette évaluation devait permettre l'élaboration d'un plan d'aide à la reconstruction pour faire face aux immenses dégâts. Rapidement, en s'appuyant sur cette évaluation, la JICA a établi des projets spécifiques. Ainsi, en février 2011, elle s'est engagée à contribuer aux premières étapes de la reconstruction en accordant deux prêts d'APD pour un montant total de 19,7 milliards JPY.

Coordination avec les autres donateurs

Les inondations ont causé d'importants dommages dans tout le pays, touché plus de 20 millions de personnes (12 % de la population du Pakistan) et détruit 1,9 million de logements. En réponse, le Japon a apporté une aide d'urgence sous forme de fourniture de matériel de secours,



Ce pont a été emporté par les inondations. (Province de Khyber Pakhtunkhwa)

de déploiement d'équipes japonaises de secours (JDR) et d'un don d'urgence pour un rétablissement rapide.

Grâce aux efforts de la JICA pour apporter une aide d'urgence tout en élaborant des programmes d'aide à la reconstruction à moyen et long terme d'après l'évaluation des dommages et des besoins, grâce aussi à ses efforts pour coordonner ses activités avec celles des autres donateurs, la JICA a pu : 1) financer les importations d'urgence nécessaires pour les secours, le rétablissement et la reconstruction immédiats ; 2) participer aux travaux de réfection des routes, auxquels elle avait contribué continuellement par le passé.

Pour ce qui est du prêt d'aide aux importations d'urgence, un accord de prêt d'APD atteignant 5 milliards JPY a été signé en janvier 2011. Ce prêt contribuera à équilibrer la balance des paiements dans le cadre de la coopération internationale chapeautée par le Fonds monétaire international (FMI).

Contribution à la stabilisation des zones frontalières

En février 2011, un projet de prêt d'APD de 14,7 milliards JPY a été lancé pour contribuer à la réhabilitation des routes dans les zones rurales de la province de Khyber Pakhtunkhwa, qui a été ravagée par les inondations.

Cette province montagneuse est fortement touchée par la pauvreté. Elle partage à l'ouest une frontière avec l'Afghanistan et se trouve à proximité des zones tribales sous autorité fédérale. Le retard de développement de la province serait



Une route endommagée dans la province de Khyber Pakhtunkhwa

d'ailleurs lié à de graves problèmes de sécurité. De plus, depuis avril 2009, de nombreuses personnes ont été déplacées en raison des opérations militaires du gouvernement pakistanais contre les Talibans.

Par ailleurs, la survie de nombreuses communautés locales a été menacée quand elles se sont trouvées isolées après les effondrements ou les importantes dégradations des voies de transport causés par les inondations. Ainsi, le délabrement des routes et des ponts dans les régions inondées a gravement affecté les populations locales et entravé les mouvements de réinstallation des réfugiés initiés avant les inondations.

La JICA s'efforce donc de rétablir la logistique et les infrastructures, de promouvoir la reprise des activités socio-économiques dans la région et de lutter contre la pauvreté par la remise en état des routes et des ponts. Ces efforts permettent à la fois d'accélérer le retour chez elles des populations déplacées et le rétablissement des moyens d'existence tout en contribuant à la reconstruction des infrastructures détruites dans le conflit.

Unir la population et le gouvernement ; dépasser les clivages sectoriels ; changer la société

Dans tout le pays, le gouvernement du Bangladesh promet deux « cadres » visant à adapter les services publics aux besoins de la population. Ils ont été développés avec la coopération technique de la JICA. Rapport du bureau de la JICA au Bangladesh.



Mise en adéquation des services publics et des besoins de la communauté, facilitée par Monsieur Rahman (à gauche).

Modèle du lien, renverser les stéréotypes

Quand le professeur Yoshihiro Kaida, qui enseignait alors à l'université de Kyoto, a visité le Bangladesh pour la première fois en 1986, il a constaté un immense décalage entre la population et le gouvernement. Or, pour permettre le développement durable, la population et le gouvernement doivent coopérer dans un esprit d'unité. C'est cette conviction forte qui animait le professeur quand il a proposé un « cadre », baptisé le « modèle du lien », en s'appuyant sur des études conjointes de la JICA sur le développement rural. Le modèle s'intéresse aux « liens verticaux » entre les communautés et les autorités locales ainsi qu'aux « liens horizontaux » entre les différents services publics.

M. Moshir Rahman est le seul fonctionnaire de l'Union de Dehunda. L'Union, la division administrative locale de plus bas niveau, regroupe une population de 30 000 personnes. Auparavant, sans budget ni personnel, il se sentait impuissant. Cependant, avec la mise en place du modèle du lien, M. Rahman a fait changer l'Union de son lieu de résidence. Un budget et du personnel sont en revanche disponibles au niveau de l'Upazila, l'administration d'échelon supérieur à l'Union. La population sait ce dont elle a vraiment besoin. Tout ce qui manquait, c'était une « plateforme » pour que les deux parties se rencontrent. Aujourd'hui, la réunion du comité de coordination du développement de l'Union* traite des propositions comme une campagne de vaccination des bovins en un lieu et un moment uniques ou l'établissement d'une liste pour vérifier si les allocations ont été versées à leurs bénéficiaires. Cette réunion fonctionne comme un marché où la demande de la population et l'offre des services publics sont mises en adéquation.

Depuis qu'il a été nommé au Bangladesh comme volontaire japonais pour la coopération à l'étranger en 2002, M. Hiroki Watanabe, expert de la JICA,

s'est consacré à la promotion et l'établissement du modèle du lien. « L'établissement d'une plateforme modifie les conceptions de la population et ses comportements, ce qui en fin de compte fait évoluer la société. Quand, en raison de ses attentes en matière de service public, la population a commencé à exprimer sa volonté de payer plus d'impôts à l'Union, j'étais très ému de voir comme les choses avaient avancé », raconte-t-il.

Modèle de Narsingdi, protéger les vies des enfants et des femmes enceintes

À Rishipara, dans le district de Narsingdi, le district pilote pour le projet de la JICA de promotion d'une maternité sans risque, un agriculteur et responsable du groupe de villageois, M. Chandra Das s'est assis avec ses collègues et des travailleurs du domaine de la santé et étudie sérieusement avec eux une carte du village tracée à la main. Sur celle-ci, les maisons des femmes enceintes sont indiquées par une couleur particulière. D'après les informations reportées sur la carte, des femmes volontaires rendent visite aux femmes enceintes pour s'enquérir de leurs besoins. M. Das est fier : « Depuis le début du projet, il y a trois ans et demi, nous n'avons perdu ni femme ni bébé pendant le travail ou l'accouchement ».

Le modèle de Narsingdi définit un « cadre » établissant un lien entre la volonté des villageois de protéger les vies des femmes enceintes, les services de santé et les autorités locales. Dans ce modèle, les membres de la communauté participent au système de santé et aident les autorités à fournir des services sanitaires tout en garantissant leur responsabilité et leur réactivité.

Madame Yukie Yoshimura, conseillère principale pour ce projet, explique très émue : « Les groupes

de soutien issus de la communauté ont montré la capacité des personnes à modifier une situation. Ils ont le savoir-faire pour résoudre les problèmes. J'ai obtenu ces résultats en mettant ce savoir-faire à jour, en m'en inspirant et en y puisant de l'énergie. »

Le groupe de M. Das s'efforce non seulement de promouvoir la santé maternelle et infantile, mais aussi de résoudre divers problèmes que connaît le village, notamment la violence domestique, les mariages précoces et la nécessité de créer de nouvelles écoles élémentaires.

Passage à l'échelle nationale

En 2010, les acteurs de ces deux modèles se sont mutuellement rendu visite et ont échangé des connaissances sur leurs activités. Après quoi, le modèle du lien a été adopté et étendu au district de Narsingdi. De plus, il a été présenté comme un cas intéressant de lien entre la population et les autorités à l'occasion du programme d'apprentissage horizontal organisé par la Banque mondiale. Depuis, le modèle est progressivement mis en place dans une vaste région.

Depuis, le modèle de Narsingdi a été présenté lors de conférences internationales et d'un sommet du G8 comme un cas réussi de projet d'amélioration de la santé maternelle et infantile.

En 2011, les deux modèles ont été intégrés dans les institutions et les politiques de leurs administrations locales respectives au titre des efforts gouvernementaux pour étendre les modèles à l'échelle nationale. Aujourd'hui, le pays voit apparaître régulièrement de nouveaux MM. Rahman et Das. Ces personnes ne croient plus que la pauvreté est une fatalité et qu'elles sont impuissantes. Au contraire, elles ont pleinement confiance en leur capacité à faire le lien entre la communauté et les autorités et à transformer la société, ce dont elles sont fières.

La JICA continuera à les accompagner et, encouragée par leur expérience, à développer son aide visant à garantir la sécurité humaine. (Bureau de la JICA au Bangladesh)

* L'un des éléments du modèle du lien. Le comité est composé d'acteurs engagés dans les programmes de développement de l'Union : des membres élus du conseil de l'Union, des représentants villageois, des prestataires de service public, des ONG, etc. Les réunions sont organisées chaque mois pour coordonner dans ses grandes lignes la fourniture de services publics avec les besoins de la population.



M. Das vérifie les dates de terme des femmes enceintes. Rishipara connaît actuellement une période d'accouchements sans accident d'une longueur record (trois ans et demi à ce jour).